

L'Université des Femmes asbl diffuse les savoirs élaborés par et sur les femmes. Par des documents d'analyse mis à disposition via son site, elle souhaite favoriser les interactions entre féminisme et société.

Dans ce cadre, elle met en débat les recherches et expertises permettant à la société d'avancer sans refaire les luttes féministes déjà menées par le passé.



Texte d'ANALYSE
n°32/2007

Publication: déc. 2007

L'auteure
Claudine LIENARD,
animatrice/rédactrice à
l'Université des Femmes asbl.

Objet de l'analyse

En complément des textes rassemblés dans Chronique féministe n°99 «QUELLE EUROPE POUR QUELLE EGALITE», cette analyse donne ici un coup de projecteur sur un chapitre particulier du livre «ELIANE VOGEL-POLSKY: UNE FEMME DE CONVICTION» rédigé, sous la direction d'Eliane GUBIN et avec la collaboration de Caherine JACQUES, par Géraldine REYMENANTS et Julie WUYTENS.

L'évolution de la politique européenne d'égalité entre les femmes et les hommes y est mise en perspective à partir des combats déterminants menés par Eliane Vogel-Polsky, juriste internationale féministe. L'implication de cette personnalité s'est étendue également à la construction de la politique nationale en matière d'égalité. Cette analyse a pour objectif de populariser un parcours et une évaluation qui permettent de mieux appréhender les difficultés actuelles à concrétiser les objectifs d'égalité entre femmes et hommes.

REFLEXIONS A PROPOS DE LA POLITIQUE EUROPEENNE D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES – 1980-1990

Résumé commenté du chapitre « Les années 1980: des actions positives à la parité » du livre *Eliane Vogel-Polsky: une femme de conviction*, sous la direction d'Eliane GUBIN, Bruxelles, IEFH – CARHIF, 2007.

(Ouvrage disponible en version « papier » au Centre d'archives pour l'histoire des femmes 10, rue du Méridien 1210 Bruxelles et en version informatique sur le [site de l'Institut pour l'égalité entre les femmes et les hommes](http://www.institutpourlegalite.be))

INTRODUCTION

Si l'aventure de la construction européenne peut se lire comme une véritable épopée à la fois humaine, économique – surtout – et politique – certainement – , elle peut aussi s'appréhender comme le tissage de destinées particulières marquées par la volonté de confectionner une étoffe européenne aux nuances les plus démocratiques possible. Celle de la juriste Eliane Polsky – épouse Vogel – en constitue un excellent exemple tant cette personnalité a imprimé de son action, que l'on espère indélébile, la marche des

¹ Créé par la loi du 16/12/2002, l'IEFH est l'aboutissement de trente ans de politique fédérale en matière d'égalité des femmes et des hommes, enclenchée en écho de la première conférence mondiale sur le statut des femmes réunie à Mexico en 1975 et inaugurant la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985).

² Au sein de la Direction Générale (DG) Emploi, affaires sociales & égalité des chances, deux Unités sont en charge de la problématique de l'Égalité des Genres: l'Unité "Égalité des Chances entre les femmes et les hommes: stratégie et programme" et l'Unité "Égalité des Chances entre les femmes et les hommes: Questions juridiques". Quant au Parlement européen, une de ses 20 commissions parlementaires est dédiée aux «Droits de la femme et égalité des genres».

institutions européennes vers une égalité plus grande entre les femmes et les hommes qui y habitent, y vivent, y travaillent.

L'Institut fédéral belge pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH)¹ a reconnu le caractère exemplaire du parcours d'Eliane Vogel-Polsky en la choisissant pour une première étude consacrée au travail et aux réalisations de personnalités ayant contribué à l'égalité des femmes et des hommes.

Cette avocate, également chercheuse et professeure d'université, experte auprès des institutions internationales, a mené des combats juridiques importants devant les cours et tribunaux, combats qui ont contribué à ancrer l'égalité de rémunération, le soutien aux études féministes, la parité... dans l'élaboration d'une Europe sociale qui a désormais intégré l'égalité des femmes et des hommes dans ses instances² et son fonctionnement.

Le livre qui lui est consacré retrace tout d'abord la vie d'Eliane Vogel-Polsky et sa carrière académique couronnée par un titre de docteur *honoris causa* en 1992 à l'Université de Lleida. La dernière partie de l'ouvrage explicite son engagement comme avocate, théoricienne du droit européen et international, dans les combats menés par les femmes et leurs mouvements. Cet engagement a démarré en 1966, année où elle prend conscience des dures conditions de travail des ouvrières de la Fabrique nationale de Herstal entrées dans une grève historique pour obtenir un salaire équivalent à celui de leurs collègues masculins. Il s'est poursuivi jusqu'aux années nonante et l'étude de l'action d'Eliane Vogel-Polsky nous offre ainsi un panorama historique passionnant des différentes étapes de l'égalité des sexes aux niveaux national et européen. Le chapitre « Les années 1980: des actions positives à la parité » sera présenté et commenté dans cette brève analyse. Il permet, en effet, de comprendre le passage d'une politique européenne de discrimination positive en faveur des femmes vers une perspective d'inscription, au cœur des politiques et de leur fonctionnement, du caractère sexué de l'espèce humaine concrétisée par l'option paritaire.

1. LES ANNEES 80 : DES ACTIONS POSITIVES À LA PARITE

Nous sommes fin des années septante. Plus de vingt ans après le Traité de Rome instituant la Communauté européenne, sa Commission constate la persistance des écarts salariaux au détriment des femmes dans l'ensemble de ses Etats membres et cela

³ Cette convention onusienne conclut les travaux de la Commission de la condition féminine démarrée en 1946 et a été ratifiée par 175 états (le 9/8/1985 par la Belgique). Etape historique dans l'évolution de la situation des femmes, elle constitue une référence universelle équivalente aux Droits de l'Homme.

⁴ CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, *Recommandation du Conseil du 13 décembre 1984 relative à la promotion des actions positives en faveur des femmes*, Bruxelles, 11 décembre 1986.

⁵ Le droit communautaire dérivé se situe en bas de la hiérarchie du droit européen. Il est constitué des règlements, directives, décisions et recommandations et de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes et du Tribunal de première instance.

⁶ VOGEL-POLSKY E., « Les impasses de l'égalité. Ou pourquoi les outils juridiques visant à l'égalité des femmes et des hommes doivent être repensés en termes de parité », *Manuel des ressources*, Bruxelles :Point d'appui, 1994, p 129 ; cité dans GUBIN E. (sous la direction de), *Eliane Vogel-Polsky : une femme de conviction*, Bruxelles, IEFH – CARHIF, 2007, p 103.

au cours de la même année où se conclut au niveau mondial la *Convention en vue d'éliminer toute forme de discrimination à l'égard des femmes* (CEDAW)³.

La Communauté européenne reconnaît dès lors que sa *Directive 76/207/CEE du Conseil, du 9 février 1976, relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail* ne semble pas suffisante et lance un premier programme pour la promotion de l'égalité des chances en 1982. Ce type de programme sera poursuivi jusqu'en 2006.

1.1. Ressorts de la politique d'égalité des chances

Fondée le 13 décembre 1984 par une Recommandation du Conseil des ministres⁴, la politique d'égalité des chances démarre sur les thèmes du renforcement du principe d'égalité de traitement et des actions positives pour l'emploi.

Eliane Vogel-Polsky appuie le constat de faiblesse des législations et mécanismes institutionnels mis en place depuis dix ans pour imposer l'égalité de traitement dans les conditions de travail entre les hommes et les femmes. Elle attribue cet échec à l'utilisation des droits dérivés⁵ non contraignants pour la concrétisation de cette politique: les mesures sont bonnes mais restent à l'état de recommandations sans réelle exigence de concrétisation rigoureuse.

C'est dans le domaine du travail que les écarts de traitement apparaissent le plus difficile à combler. Si l'on veut y arriver dans un délai acceptable, il faut forcer les choses. L'exemple viendra des pays anglo-saxons et scandinaves qui usent de mesures différentes pour les plus défavorisés.

L'Europe s'oriente donc vers le système des **actions positives** -de sensibilisation, de promotion, de correction-, ce qui impose de s'appuyer sur des données statistiques sexuées et fiables, introduit la notion de quota -seuil à partir duquel l'inégalité devient 'inacceptable'- et rompt avec la logique d'égalité de droit.

Eliane Vogel-Polsky soutient les actions positives pour leur impact plus dynamique que la voie statique d'une égalité comprise comme interdiction de discriminer et pour leur objectif d'égalité de résultat. «On passe d'une logique de protection juridique abstraite et neutre à une logique de promotion de l'égalité concrète» souligne-t-elle.⁶

1.2. Mise en place de la politique d'égalité des chances

⁷ VOGEL-POLSKY E., *Les actions positives. Examen des stratégies d'actions positives aux USA et dans les pays scandinaves. De la perspective d'intégration dans la Communauté européenne*, Etude effectuée pour la Direction Générale V de la Communauté européenne, 1981.

Au cours des années 80, notre juriste va s'investir au niveau européen et étudier les stratégies américaines et scandinaves en matière d'alignement des femmes et des hommes⁷ afin d'envisager leur adaptation au droit européen. Avec son équipe, elle mène des enquêtes en ce sens et dégage des conditions de réussite : volonté politique, moyens suffisants, exigence d'une meilleure représentation des femmes dans les lieux de décision, prise en compte de la dimension psychosociologique (stéréotypes).

Le poids des représentations des femmes et des hommes dans la société apparaît en effet comme le principal obstacle: il faut changer les mentalités, montrer que les identités féminines et masculines ne sont ni «naturelles» ni immuables mais le produit d'une construction sociale, travailler les processus de cette construction pour changer les schémas et les modèles de comportements.

Pointés par les experts de l'UNESCO, les médias apparaissent comme des éléments déterminants pour changer l'image des femmes. Eliane Vogel-Polsky va les utiliser comme vecteurs pour attaquer la dimension sociologique des inégalités de genre. Elle dirige des études sur les médias commanditées par la Commission européenne.

⁸ GUBIN E. (sous la direction de), *Eliane Vogel-Polsky : une femme de conviction*, Bruxelles, IEFH – CARHIF, 2007, p 106.

La presse écrite comporte à ce moment plusieurs publications élaborées par les mouvements féministes mais, malgré cela, la «grande presse d'information générale reste relativement indifférente aux préoccupations féministes»⁸.

La radio, en tout cas dans les années 60 et début 70, propose des émissions dites féminines qui explorent toutes les problématiques vécues par les femmes (emploi, conditions de travail, vie quotidienne, garde des enfants ...). Des expertes, comme Eliane Vogel-Polsky, y sont accueillies pour nourrir les débats.

C'est surtout la télévision qui fera l'objet de nombreuses observations étant donné son statut de média en plein essor. Eliane Vogel-Polsky rédige le rapport et les propositions issus d'une grande enquête européenne qui lui est consacrée. Elle souligne que les émissions de femmes et sur les femmes lancées lors de la vague féministe des années 70 ont disparu dès les années 80 sous la pression du conservatisme masculin. De plus, les femmes sont pratiquement exclues des informations. Elles apparaissent moins souvent à l'écran et n'y sont visibles que très rarement dans un rôle d'expertes.

Le rapport de synthèse attribue ces carences à la sous-représentation

féminine dans les organes de direction, aux expériences des femmes trop disparates et dispersées, à l'absence de réseau entre elles dans le milieu médiatique. Il prône une approche globale tenant compte de ces constats. Pas question de créer un « ghetto-femmes » mais de faire en sorte que leur présence et leur action marquent l'ensemble des programmes télévisuels.

Les résultats sont diffusés, commentés ; des mesures sont prises telles que la création d'un Comité directeur pour l'égalité des chances à la radio et à la télévision en 1986.

Ces recherches font émerger peu à peu l'évidence que c'est la société qui doit s'adapter aux femmes et non l'inverse si l'on veut une transformation sociale vers plus d'égalité entre les sexes.

Eliane Vogel-Polsky s'investit également à cette époque au niveau national. Elle contribue à élargir la politique d'émancipation des femmes confinée depuis dix ans à la question du travail féminin. Elle joue un rôle important d'experte accompagnant la création et l'action du Service de l'Emancipation sociale au sein du Ministère fédéral de la Santé publique et de l'Environnement créé en 1985 et confié à Miet Smet (CVP, ancienne Dolle Mina's). En tant que juriste, elle contribue à établir la conformité constitutionnelle des quotas.

Une politique belge d'égalité des chances se développe ainsi sur trois axes : la position des femmes sur le marché du travail, la lutte contre la violence et la participation des femmes à la prise de décision. Des actions positives sont induites au sein des entreprises. Des recherches et des études variées sont commanditées, alimentant de très nombreuses publications sociologiques, historiques et juridiques sur les femmes.

1.3. Limites de la politique d'égalité des chances

Les féministes radicales avaient mal accepté une politique d'égalité des chances qui visait essentiellement un rattrapage des femmes avec, en référence, la situation des hommes. Les processus d'évaluation vont progressivement leur donner raison.

Les fameuses actions positives montrent la limite de leur objectif: égaliser n'est pas rechercher l'égalité ! L'égalité des chances est utile dans des combats juridiques mais, sur le terrain, elle ne garantit aucune égalité de résultat et s'avère inefficace pour affronter des discriminations indirectes de plus en plus subtiles. De plus, elle s'appuie sur des mesures de rattrapage sensées être temporaires, le temps d'arriver à une réelle égalité. Cela entraîne des effets pervers : les femmes se sentent stigmatisées par un système de

quotas mal perçu et qui, de plus, tend à figer les inégalités dans des proportions arbitraires mal acceptées.

Enfin, les actions positives éludent la problématique de la division sexuée du travail, n'induisent pas de changement significatif des mentalités et ne modifient pas la carence de femmes dans les lieux décisionnels politiques et économiques.

Sur le plan juridique, que le fil conducteur des actions d'Eliane Vogel-Polsky met particulièrement en évidence, ce sont les hommes qui utilisent les processus ouverts pour se battre contre les effets des actions positives. Ignorant délibérément la volonté politique européenne d'égaliser la situation des femmes et des hommes, ils attaquent les décisions qui en découlent et qui, selon eux, les discriminent. La Cour de Justice (CJCE) leur donne le plus souvent raison et limite par sa jurisprudence le droit de l'égalité des chances à l'instauration de l'égalité dans les conditions initiales des processus mis en cause. Sa décision dans la fameuse « affaire Kalanke »⁹ sera un électrochoc car elle met en évidence la primauté du « droit individuel de chacun à l'égalité de traitement sans discrimination fondée sur le sexe ».

⁹ Monsieur Kalanke est un jardinier employé de la Ville de Brême en Allemagne dont la collègue féminine, munie des mêmes qualifications, avait été promue en vertu d'une loi propre à ce Land prévoyant un quota d'au moins 50% dans les emplois publics dans les secteurs où les femmes sont sous-représentées – voir [fiche EurLex](#))

Notre juriste en conclut amèrement que les actions positives sont considérées non comme des outils pour réduire les préjugés qui ont favorisé les hommes mais comme des dispositifs de « discrimination à rebours ». L'égalité des femmes reste sans cesse à défendre et à légitimer.

¹⁰ Madame Marshall avait été licenciée de son emploi au motif qu'elle avait atteint l'âge de la retraite, cet âge étant fixé plus tôt pour les femmes que pour les hommes. – voir [fiche EurLex](#)

L'Europe s'enferme par un autre arrêt (Arrêt Marshall¹⁰) qui autorise une préférence pour les femmes dans l'attribution de certains emplois à condition que cela soit réversible et non automatique.

La controverse juridique issue de ces deux arrêts va provoquer une audition publique de la Commission des droits de la femme de la CE dans laquelle Eliane Vogel-Polsky intervient comme experte. Les deux arrêts sont renvoyés dos à dos. La directive « actions positives » montre ainsi ses limites puisqu'elle actionne des actions positives perçues comme des dérogations à l'égalité de traitement.

Il ne reste plus à notre juriste qu'à espérer une vraie innovation à travers l'application du Traité d'Amsterdam alors en cours de ratification et qui inscrit dans son article 2 l'égalité entre les hommes et les femmes et en investit la Communauté avec mission de la réaliser dans tous les domaines de sa compétence. Son article 141 (avatar du fameux article 119) reconnaît officiellement la discrimination positive et annonce une nouvelle approche, le **gender mainstreaming**, destinée à « intégrer l'égalité de chances entre les

¹¹ Gender mainstreaming: voir [fiche de présentation](#) et d'information sur le site Europa.

femmes et les hommes dans l'ensemble des politiques et actions communautaires »¹¹.

1.4. Emergence de l'option «parité»

Le Traité de Maastricht, en 1992, accroît la vocation politique de l'Europe en garantissant la citoyenneté européenne à toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre. Cette option cible la citoyenneté comme voie de perfection de la démocratie européenne.

De son côté, Eliane Vogel-Polsky, dans le début de ces années 90, va se détacher d'une politique d'égalité des chances dont elle a pu mesurer nombre d'effets pervers et qui, surtout, a vicié l'aspiration des femmes à l'égalité par une comparaison constante de leur situation avec celle des hommes, les réduisant à «une catégorie socio-légale minoritaire, dont les membres font l'objet de droits passifs ou protecteurs»¹². Elle se consacrera désormais à construire et promouvoir la notion de parité.

¹² VOGEL-POLSKY E., « Les femmes et les changements de la démocratie dans l'Union européenne. Où en est la parité ? », dans *La parité est l'avenir de l'homme. Actes du colloque organisé le 24 août 2000*, Bruxelles, PAC, Ed Luc Pire, pp 39-56, cité dans GUBIN E. (sous la direction de), *Eliane Vogel-Polsky : une femme de conviction*, Bruxelles, IEFH – CARHIF, 2007, p 115.

L'option paritaire implique une « participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision politique et publique » telle que mentionnée dans la Recommandation Rec (2003)3 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision politique et publique (adoptée par le Comité des Ministres le 12 mars 2003).

2. COMMENTAIRES

«On ne peut donc pas dire que l'Europe ne fait rien pour les femmes. C'est au contraire elle qui a innové dès 1957, c'est encore elle qui sanctionne les Etats membres pour ne pas avoir transposé les directives, c'est elle qui lance des programmes généraux, qui intègre le gender mainstreaming dans ses politiques. Cette analyse n'est qu'un résumé de l'action de l'Europe en faveur des femmes ; elle ne fait pas état de tous les programmes lancés par la Commission, tous les rapports et toutes les recommandations du Parlement européen, de l'action de la Commission du droit des femmes et de l'égalité des genres du Parlement européen, de tous les séminaires et de toutes les conférences organisées autour du seul thème du droit des femmes. Le droit des femmes est donc un thème omniprésent au sein des institutions européennes. Cependant, la dynamique que l'on a pu constater dans les années 1970 et 1980 s'est essoufflée. Dorénavant, le discours prime certes, pour donner bonne figure, mais les actes concrets suivent rarement, qu'il

¹³ RAMOT M., *Egalité hommes/femmes : l'Europe est féministe, le saviez-vous ?*, 7 juin 2007 (site <http://www.eurosduvillage.com/>)

¹⁴ Conférence *Génération de féministes – La solidarité entre femmes : de la grève de la FN Herstal à aujourd'hui* organisée par ABVV-FGTB Brussel-Bruxelles le 4 décembre 2007 à Bruxelles.

¹⁵ COMITÉ EXÉCUTIF DE LA CONFÉDÉRATION EUROPEENNE DES SYNDICATS (CES), *Position de la CES lors de la première phase de la consultation des partenaires sociaux européens au niveau communautaire sur la conciliation de la vie professionnelle, de la vie privée et de la vie familiale*, Bruxelles, 7 et 8 décembre 2006 (site : <http://www.etuc.org>).

s'agisse du niveau européen ou national. »

Comment comprendre la morosité de ce constat posé par une association observatrice du jeu européen¹³ ?

Eliane Vogel-Polsky nous donne quelques clés. D'autres sont envisageables. L'important n'est-il pas de trouver le meilleur point d'appui pour arriver enfin à une égalité entre femmes et hommes non plus dans les processus mais dans les résultats ?

2.1. Une politique d'égalité à parfaire

Eliane Vogel-Polsky nous offre la lucidité courageuse d'une analyse rétrospective de son parcours de juriste internationale engagée résolument dans la poursuite de l'idéal européen de l'égalité entre les hommes et les femmes. Dans une intervention lors de la présentation¹⁴ de l'ouvrage qui lui est consacré par l'IEFH, elle soulignait elle-même combien l'objectif d'égalité avait été mal formulé au départ et comment les dispositifs anglo-saxons et scandinaves pris comme modèles avaient fini par montrer les limites de leurs concepts pourtant novateurs.

Il faut, disait-elle, donner des compléments à l'objectif d'égalité. Si des disparités importantes subsistent toujours entre les salaires des femmes et des hommes, c'est parce qu'on a négligé tout ce qui se passe avant et après le travail. L'articulation entre vie professionnelle et vie familiale pénalise les femmes dans leurs perspectives de formations, de carrières professionnelles par une répartition inégale des tâches domestiques, une non-intégration sociale de la maternité, le déni du travail bénévole... comme le souligne la Confédération européenne des Syndicats¹⁵. Ne pas considérer ces données empêche les femmes d'atteindre les niveaux de revenus des hommes à formation et à emploi comparables.

La juriste s'interroge également sur l'insuffisance de l'exigence de changement en matière de loi et de réglementations et déplore que le droit européen relatif à l'égalité entre les sexes reste majoritairement cantonné aux voies secondaires et non contraignantes. Toutefois, elle observe que les combats juridiques menés parfois pendant de longues années pour, par exemple supprimer les clauses résolutoires des contrats de travail (clauses qui permettaient une rupture de contrat sans préavis ni indemnité à partir du changement de situation du travailleur –ex mariage, maternité, âge– et qui pénalisaient majoritairement les femmes), ont permis de mobiliser l'opinion publique et de mettre en lumière la possibilité de sortir des contradictions juridiques et des impasses dans la lutte contre les discriminations basées sur le sexe en

envisageant une démocratie paritaire.

2.2. La parité suffirait-elle ?

La parité, qu'Eliane Vogel-Polsky continue à réclamer avec force, constituerait-elle la voie royale pour éliminer du paysage européen –dans un premier temps– les discriminations basées sur le sexe ? On peut imaginer en effet que des processus décisionnels prenant en compte, dans toutes leurs dimensions, le caractère sexué de l'humanité devraient être déterminants pour atteindre cet objectif. Certes, dans les pays où la loi a forcé une représentation accrue des femmes dans les instances législatives, voire dans les exécutifs, les mentalités évoluent peu à peu dans ce sens, poussées par la mise en application de règles de fonctionnement égalitaires et la mise à l'agenda politique –et donc en débat public– de problématiques jusque là négligées, concernant davantage les femmes et portées par elles.

Mais en réalité, le mal est profond. Là, on observe des phénomènes de «retour en arrière» voire l'organisation de groupes masculinistes militant clairement contre les actions positives décidées pour «égaliser» la situation des femmes. Ici, on constate que des partis politiques pourtant progressistes préfèrent payer des pénalités plutôt que de respecter des lois de «parité»¹⁶. Ailleurs, on analyse sociologiquement des mécanismes de résistance¹⁷, d'inertie voire de sabotage au cœur de la société lorsque des politiques d'égalité s'élaborent et s'appliquent.

La contagion de l'ultra-libéralisme n'arrange rien: à l'instar du chômeur responsabilisé pour ses échecs à trouver un emploi correct, du patient responsabilisé pour ses coûts de soins de santé, etc les femmes sont également peu à peu responsabilisées individuellement pour leur impuissance à atteindre des standards de vie, de travail, de rémunération, de couverture sociale équivalents à ceux des hommes voire à s'épanouir –en beauté, en plaisir, en délices maternels et conjugaux¹⁸.

Les objectifs d'égalité se brouillent ainsi davantage et risquent de se diluer peu à peu dans des politiques de «diversité» ou dans la mise en application d'un *gender mainstreaming* certes inventif dans son essence, transversal dans ses méthodologies, mais peu compris et qui peine à se populariser.

Deux options pour sortir de ce marasme: approfondir, pérenniser et diffuser le monitoring de la situation des femmes et des hommes dans tous ses aspects, d'une part, et, d'autre part, aborder

¹⁶ MOSSUZ-LAVAU J., *Parité: Etats des lieux mars 2007*, Paris, CEVIPOF/Sciences Po, mars 2007.

¹⁷ DEVREUX A-M., «Les résistances des hommes au changement social : émergence d'une problématique» dans *Cahiers du genre*, 2004, n° 36, pp. 5-20.

¹⁸ JONAS I., *La réussite du couple: une affaire de femmes*, intervention dans le séminaire «Femmes et autonomie» organisé par l'Université des Femmes asbl, Bruxelles, 7 décembre 2007 (actes à paraître)

courageusement l'analyse sociologique des rapports sociaux de sexes, la compréhension de ce qui se joue vraiment dans les relations entre les hommes et les femmes envisagés comme groupes sociaux et non comme la résultante de conflits individuels... à régler par la Cour de Justice européenne.

3. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CHEMIN A., *Des pénalités pour faire respecter l'égalité salariale*, dans *Le Monde*, 27 novembre 2007.
- CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, *Directive 76/207/CEE relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail*, Bruxelles, 9 février 1976.
- CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, *Recommandation du Conseil du 13 décembre 1984 relative à la promotion des actions positives en faveur des femmes*, Bruxelles, 11 décembre 1986.
- DUFRESNE M., «Masculinisme et criminalité sexiste», dans *Recherches féministes*, vol. 11 n°2, 1998, p. 125-137.
- GUBIN E. (sous la direction de), *Eliane Vogel-Polsky: une femme de conviction*, Bruxelles, IEFH – CARHIF, 2007.
- GASPARD F. (sous la direction), *Les femmes dans la prise de décision en France et en Europe – Actes de la conférence nationale organisée par le réseau 'Demain la parité' sur les femmes dans la prise de décision UNESCO 9 janvier 1996*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- MOSSUZ-LAVAU J., *Parité: Etats des lieux mars 2007*, Paris, CEVIPOF/Sciences Po, mars 2007.

4. ANNEXE

**Législation communautaire en vigueur - Document 384H0635
84/635/CEE: Recommandation du Conseil du 13 décembre 1984
relative à la promotion des actions positives en faveur des femmes**
Journal officiel n° L 331 du 19/12/1984 p. 0034 - 0035
édition spéciale espagnole .: chapitre 5 tome 4 p. 124

Texte:

RECOMMANDATION DU CONSEIL

du 13 décembre 1984 relative à la promotion des actions positives en faveur des femmes

(84/635/CEE)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et notamment son article 235,

vu le projet de recommandation soumis par la Commission (1),

vu l'avis de l'Assemblée (2),

vu l'avis du Comité économique et social (3),

considérant que, en vue de la promotion de l'égalité des chances pour les femmes, différentes actions ont été engagées au niveau de la Communauté; que, en particulier, le Conseil a adopté, sur la base des articles 100 et 235 du traité, les directives 75/117/CEE (4), 76/207/CEE (5) et 79/7/CEE (6) relatives à l'égalité du traitement entre les hommes et les femmes; que d'autres normes juridiques sont en cours de préparation;

considérant que la directive 76/207/CEE prévoit à son article 2 paragraphe 4 qu'elle ne fait pas obstacle aux mesures visant à promouvoir l'égalité des chances entre hommes et femmes, en particulier en remédiant aux inégalités de fait qui affectent les chances des femmes dans les domaines visés à l'article 1er paragraphe 1 de ladite directive;

considérant que les normes juridiques existant sur l'égalité de traitement, qui ont pour objet d'accorder des droits aux individus, sont insuffisantes pour éliminer toute forme d'inégalité de fait si, parallèlement, des actions ne sont pas entreprises, de la part des gouvernements, des partenaires sociaux et d'autres organismes concernés, en vue de compenser les effets préjudiciables qui, pour les femmes dans la vie active, résultent d'attitudes, de comportements et de structures de la société;

considérant que, par sa résolution du 12 juillet 1982 concernant la promotion de l'égalité des chances pour les femmes (7), le Conseil a approuvé les objectifs généraux du nouveau programme d'action de la Communauté sur la promotion de l'égalité des chances pour les femmes (1982-1985), c'est-à-dire le renforcement de l'action tendant à assurer le respect du principe de l'égalité de traitement et la promotion de l'égalité des chances dans les faits par des actions positives (partie B du programme), et a exprimé la volonté de mettre en oeuvre les mesures appropriées pour la réalisation de ces objectifs;

considérant que, en période de crise économique, il convient non seulement de poursuivre mais également d'intensifier l'action aux niveaux national et communautaire afin de promouvoir l'égalité des chances dans les faits par la mise en oeuvre d'actions positives, notamment dans les domaines de l'égalité des rémunérations et de l'égalité de traitement en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail;

considérant que l'Assemblée a souligné l'importance des actions positives,

RECOMMANDE AUX ÉTATS MEMBRES:

1) d'adopter une politique d'action positive destinée à éliminer les inégalités de fait dont les femmes sont l'objet dans la vie professionnelle ainsi qu'à promouvoir la mixité dans l'emploi, et comportant des mesures générales et spécifiques appropriées, dans le cadre des politiques et pratiques nationales et dans le plein respect des compétences des partenaires sociaux, afin:

a) d'éliminer ou de compenser les effets préjudiciables qui, pour les femmes qui

travaillent ou qui cherchent un emploi résultant d'attitudes, de comportements et de structures fondés sur l'idée d'une répartition traditionnelle des rôles entre les hommes et les femmes dans la société;

b) d'encourager la participation des femmes aux différentes activités dans les secteurs de la vie professionnelle où elles sont actuellement sous-représentées, en particulier dans les secteurs d'avenir, et aux niveaux supérieurs de responsabilité, pour obtenir une meilleure utilisation de toutes les ressources humaines;

2) d'établir un cadre comprenant des dispositions appropriées afin de promouvoir et de faciliter l'introduction et l'extension de telles mesures;

3) de prendre, poursuivre ou encourager des mesures d'actions positives dans les secteurs public et privé;

4) de faire en sorte que les actions positives incluent, dans la mesure du possible, des actions portant sur les aspects suivants:

- information et sensibilisation tant du grand public que du monde du travail sur la nécessité de promouvoir l'égalité des chances pour les femmes dans la vie professionnelle;

- respect de la dignité des femmes sur le lieu de travail;

- études et analyses qualitatives et quantitatives relatives à la situation des femmes sur le marché de l'emploi;

- diversification des choix professionnels et meilleure adéquation des qualifications professionnelles, notamment par une formation professionnelle appropriée, y compris par la mise en oeuvre de mesures d'accompagnement et moyens pédagogiques adaptés;

- mesures nécessaires pour que les services de placement, d'orientation et de conseil disposent d'effectifs qualifiés et en nombre suffisant afin d'offrir un service fondé sur l'expertise nécessaire en ce qui concerne les problèmes particuliers des chômeuses;

- encouragement des candidatures, du recrutement et de la promotion des femmes dans les secteurs, professions et niveaux où elles sont sous-représentées, notamment aux postes de responsabilité;

- adaptation des conditions de travail, aménagement de l'organisation du travail et du temps de travail;

- promotion des mesures d'accompagnement, par exemple celles visant à favoriser un meilleur partage des responsabilités professionnelles et sociales;

- participation active des femmes dans les organismes décisionnels, y compris ceux représentant les travailleurs, les employeurs et les indépendants;

5) d'assurer que les actions et les mesures décrites aux points 1 à 4 soient portées à la connaissance du public ainsi que du monde du travail, en particulier des bénéficiaires potentiels, par tous les moyens appropriés et de la manière la plus large;

6) de permettre aux comités et organismes nationaux pour l'égalité des chances d'apporter une contribution significative à la promotion de telles mesures. Ceci suppose que ces comités et organismes soient dotés de moyens d'action appropriés;

7) d'encourager dans la mesure du possible les partenaires sociaux à promouvoir des actions positives au sein de leur propre organisation et sur le lieu de travail, par exemple en suggérant des orientations, principes, codes de bonne conduite ou de bonne pratique ou toutes autres formules appropriées pour l'exécution de telles actions;

8) d'entreprendre, dans le secteur public également, des efforts en matière de promotion de l'égalité des chances qui puissent donner l'exemple, notamment dans les domaines où sont utilisées ou développées de nouvelles technologies de l'information;

9) de prendre les dispositions appropriées pour recueillir l'information sur les mesures prises par les organismes publics et privés, et pour le suivi et l'évaluation

de ces mesures,

ET, À CETTE FIN, DEMANDE À LA COMMISSION:

1) de stimuler et d'organiser en liaison avec les États membres, l'échange systématique et l'évaluation des informations et expériences sur les actions positives dans la Communauté;

2) de soumettre un rapport au Conseil dans les trois ans suivant l'adoption de la présente recommandation, sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de celle-ci, sur la base d'informations qui lui seront fournies par les États membres. Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1984.

Par le Conseil

Le président

R. QUINN

(1) JO no C 143 du 30. 5. 1984, p. 3.

(2) JO no C 315 du 26. 11. 1984, p. 81.

(3) Avis rendu le 12 novembre 1984 (non encore paru au Journal officiel).

(4) JO no L 45 du 19. 2. 1975, p. 19.

(5) JO no L 39 du 14. 2. 1976, p. 40.

(6) JO no L 6 du 10. 1. 1979, p. 24.

(7) JO no C 186 du 21. 7. 1982, p. 3.
